Huit députés "absentéistes" déchus de leurs mandats au Burundi

PANA, 29 mars 2016 Bujumbura, Burundi - La Cour constitutionnelle sâ€™est prononcÃ©e en faveur de la dÃ©chÃ©ance de mandats et du remplacement automatique de huit dÃ©putÃ©s de lâ€™opposition qui totalisaient 29 absences "injustifiÃ©es" depuis lâ€™Ã©lection controversÃ©e de la nouvelle AssemblÃ©e nationale, en aoÃ»t 2015, a annoncÃ©, mardi, la Chambre b du Parlement burundais. Parmi les dÃ©putÃ©s dÃ©chus figurent des vÃ©tÃ©rans de la politique nationale, comme les ancien vice-prÃ©sidents de la RÃ©publique et hommes dâ€™affaires Yves Sahinguvu et Bernard Busokoza, tous deux issus de lâ€™u pour le progrÃ¨s national (Uprona, ex-parti unique).

Le rÃ¨glement intÃ©rieur de lâ€™AssemblÃ©e nationale prÃ©voit quâ€™en cas dâ€™absences injustifiÃ©es Ã plus dâ€™un dâ€™une session ordinaire, le bureau instruit et clÃ´ture le dossier quâ€™il transmet ensuite pour compÃ©tence Ã la cour constitutionnelle. Le remplacement dâ€™un dÃ©putÃ© dÃ©faillant intervient dâ€™office dÃ¨s le prononcÃ© de lâ€™arrÃªt de constitutionnelle constatant la dÃ©chÃ©ance. Dans le cas dâ€™espÃ¨ce, les dÃ©putÃ©s dÃ©chus faisaient partie de la coaliti Espoir du Burundi Â» qui sâ€™Ã©tait retrouvÃ©e avec 30 Ã©lus, malgrÃ© son appel au boycott des lÃ©gislatives de lâ€™ann pour protester contre un scrutin organisÃ© Â« sans le consensus suffisant Â» de toutes les parties prenantes. La coalition Ã©tait principalement composÃ©e dâ€™une aile majoritaire de lâ€™Uprona dirigÃ©e par Charles Nditije et des forces national libÃ©ration (Fnl) de lâ€™ancien chef rebelle Agathon Rwasa. Des divisions sont apparues entre les deux blocs dâ€™opposan sur la suite Ã rÃ©server aux dÃ©putÃ©s Ã©lus par des militants et sympathisants qui avaient passÃ© outre la consigne de boycott. Le camp de Charles Nditije a optÃ© pour le "jusquâ€™au-boutisme" et les huit dÃ©putÃ©s qui lui sont restÃ©s fidÃ¨le nâ€™ont jamais mis les pieds dans lâ€™hÃ©micycle de Kigobe, le siÃ¨ge central de lâ€™AssemblÃ©e nationale du Burundi. les 22 dÃ©putÃ©s du camp de M. Rwasa nâ€™ont pas boudÃ© leur plaisir et se sont empressÃ©s de siÃ©ger, officiellement p rÃ©pondre Ã la "volontÃ© du peuple" Ã©lecteur. La traversÃ©e du dÃ©sert pour le leader historique des Fnl, restÃ© longtemp dans le maquis, puis dans lâ€™opposition politique, Agathon Rwasa, a pris fin sur son Ã©lection au poste de premier vice-prÃ©sident de la nouvelle AssemblÃ©e nationale pour un mandat de cinq ans. Lâ€™article 138 du code Ã©lectoral en vigueur dans le pays prÃ©voit quâ€™en cas de dÃ©sistement dâ€™un parti ou dâ€™une liste de candidats indÃ©pendants aprÃ¨s les siÃ¨ges sont rÃ©partis aux partis et aux listes de candidats indÃ©pendants siÃ©geant au prorata des suffrages obtenus. Le conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie/forces de dÃ©fense de la dÃ©mocratie (Cndd-Fdd, parti au pouvoir) reste largement majoritaire au sein de lâ€™AssemblÃ©e nationale avec 81 dÃ©putÃ©s sur les 111 dÃ©putÃ©s de lâ€™AssemblÃ©e Le sÃ©nat est Ã©galement aux couleurs du Cndd-Fdd, avec plus de 30 des 43 sÃ©nateurs de la chambre haute du parlement burundais. Lâ€™ancienne principale rÃ©bellion armÃ©e du pays dispose encore dâ€™une majoritÃ© plus que con de 15 des 20 ministres du gouvernement issu des Ã©lections gÃ©nÃ©rales de 2015. Lâ€™actuel prÃ©sident de la RÃ©public Pierre Nkurunziza, avait Ã©tÃ© Ã©galement rÃ©Ã©lu, en juillet dernier, pour le compte du Cndd-Fdd. Lâ€™officialisation de s candidature pour un troisiÃ¨me quinquennat, en avril 2015, avait dÃ©clenchÃ© des manifestations de rue Ã lâ€™initiative de lâ€™opposition, des organisations de la sociÃ©tÃ© civile et des frondeurs au sein du parti prÃ©sidentiel. Une crise politique s est suivie et perdure aujourdâ€™hui encore dans le pays, avec son cortÃ¨ge de morts et de rÃ©fugiÃ©s. Un conseil national pour la dÃ©fense de lâ€™accord dâ€™aoÃ»t 2000, Ã Arusha, en Tanzanie, sur la paix et la rÃ©conciliation nationale et la rest dâ€™un Etat de droit (Cnared, principale plate- forme de lâ€™opposition), est nÃ© de la crise et maintient la pression en vue d nÃ©gociations avec le pouvoir. Lâ€™objectif avouÃ© Ã©tant dâ€™obtenir un gouvernement de transition qui prÃ©parerait de Ã©lections plus consensuelles, en dÃ©pit de lâ€™hostilitÃ© maintes fois affichÃ©e par le pouvoir Ã une telle Ã©ventualitÃ© co volontÃ© du peuple "souverain" qui sâ€™est exprimÃ© lâ€™annÃ©e derniÃ¨re.